



Le 18 décembre est la journée internationale des migrant.es. Dans un contexte où le nationalisme, le racisme et la xénophobie présentent l'immigration comme un problème, c'est l'occasion pour nos organisations syndicales de rappeler que la solidarité est au fondement de notre syndicalisme.

Nous sommes solidaires avec les personnes sans-papiers qui sont à la rue à Rennes. Depuis l'été dernier, une centaine de sans-papiers sont sans solution de logements. D'abord contraintes de vivre au campement des Gayeulles, elles ont temporairement trouvé refuge dans les locaux d'associations, organisations syndicales ou encore de l'université de Rennes 2. La majorité de ces personnes et familles sans-papiers sont victimes de la loi « Asile et immigration » que nous dénonçons depuis 3 ans car elle a instauré des restrictions au droit d'asile par l'accélération des procédures. Déboutées du droit d'asile, elles se retrouvent aujourd'hui sans logement, contraintes de vivre dans des conditions indignes. Nous demandons leur régularisation et exigeons que les pouvoirs publics mettent ces familles à l'abri, de manière pérenne et sans condition.

Nous sommes solidaires avec les travailleur-euses sans-papiers qui sont en lutte pour leur régularisation. Depuis octobre dernier, plusieurs centaines de travailleur-euses sans-papiers de la région parisienne sont en grève. Ils et elles travaillent dans le bâtiment, sur les plateformes de colis, dans la restauration ou encore la livraison à domicile. Ils et elles exigent les documents nécessaires à leur régularisation, mais se battent aussi contre la maltraitance au travail, les salaires tronqués, les heures supplémentaires non payées, les accidents du travail non indemnisés, l'impossibilité d'être malade. Nos organisations syndicales les soutiennent dans leurs luttes car ils et elles subissent la surexploitation et des conditions de travail indignes du fait de leur situation administrative. Nous exigeons une politique de régularisation massive.

Nous sommes solidaires avec les exilé-es qui risquent chaque jour leur vie et meurent à nos frontières, dans la Méditerranée, la Manche ou à la frontière biélorusse. Fuyant les guerres, la pauvreté, l'exploitation économique et les bouleversements climatiques, aucun mur ni aucune frontière ne pourra empêcher ces femmes, ces enfants et ces hommes de venir en Europe s'il s'agit de survivre.

Nous dénonçons la dématérialisation des guichets de la préfecture. Conséquence d'un vaste plan de suppression de postes dans les services publics, il est devenu quasiment impossible d'obtenir un rendez-vous en préfecture pour demander ou renouveler un titre de séjour. Cette situation fait plonger dans la « clandestinité » des centaines de personnes qui vivent et travaillent tout à fait légalement sur le territoire français depuis des années. Nous exigeons le rétablissement d'un accueil physique dans toutes les préfectures et des rendez-vous sans conditions et sur simple demande.

Pour toutes ces raisons, nos organisations syndicales appellent à participer à la journée mobilisation du 18 décembre en soutien aux migrant.es.

Manifestation samedi 18 décembre à 15H Place de la République